



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITEE

E/ECA/LDCs.6/EXP.5/3
20 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Cinquième réunion du Comité intergouver-
nemental d'experts des pays africains
les moins avancés**

Yaoundé (Cameroun) 2-4 avril 1986

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Sixième réunion de la Conférence des
ministres des pays africains les
moins avancés**

Yaoundé (Cameroun), 15-16 avril 1986

**PROGRES REALISES DANS L'EXECUTION DU NOUVEAU PROGRAMME
SUBSTANTIEL D'ACTION DANS LES PAYS AFRICAINS
LES MOINS AVANCES**

(Note du secrétariat de la CEA)

Introduction

1. Conformément à la résolution 34/203 en date du 17 décembre 1979 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CNUCED a organisé la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, à Paris, en septembre 1981. Au cours de cette conférence a été adopté le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés ^{1/}, programme à long terme visant à surmonter les obstacles structurels profonds qui entravent le développement des PMA. Ce programme prescrit un certain nombre de mesures destinées à transformer les économies de ces pays pour qu'ils parviennent à une croissance auto-entretenu et à un développement autosuffisant.

2. Afin d'assurer un suivi et un contrôle systématiques de son exécution, le Programme préconise la mise en place d'un certain nombre de mécanismes institutionnels qui s'appuient sur un appui mutuel aux niveaux national, régional et international. Le présent rapport examine les progrès réalisés dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans le groupe des pays africains les moins avancés en 1984-1985, analyse les tendances des flux de ressources et présente un résumé des mesures que les pays devront adopter afin d'assurer la bonne exécution du Programme. Le présent document contient également les principales conclusions et recommandations de l'examen global à mi-parcours de l'application du Programme, compte tenu de la détérioration des conditions socio-économiques dans les PMA.

II. Etude de la situation socio-économique récente

1. Tendances générales de la croissance

3. Depuis 1981, la croissance économique des PMA d'Afrique n'a cessé de se détériorer. Cette situation est imputable à l'aggravation de la crise économique, rendue plus aiguë par les catastrophes naturelles telles que la sécheresse chronique des années 1982-1984. Selon les estimations révisées de la CEA, le PIB global a enregistré un taux moyen annuel de croissance de 0,12 p. 100 (prix de 1980) en termes réels entre 1981 et 1984. Le taux annuel d'accroissement de la population étant de 2,7 p. 100, ce chiffre équivaut à une diminution de 2,5 p. 100 du PIB par habitant (prix de 1980) ^{2/}.

4. Le Programme a pour objectif le doublement du revenu national des PMA d'Afrique d'ici à 1990. Pour atteindre cet objectif, le PIB des PMA devrait progresser à un taux moyen annuel de 7,2 p. 100. A mi-parcours de l'application du Programme, seuls le Botswana (12 p. 100), le Malawi (7,6 p. 100) et le Lesotho (17,5 p. 100)

^{1/} Nations Unies, Assemblée générale, Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 1-14 septembre 1981, A/CONF.104/22.

^{2/} Nations Unies, CEA, Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés, 1984-1985, E/ECA/LDCs.6/EXP.5/2.

avaient dépassé, en 1984, le seuil fixé par le Programme. Dans les 23 autres PMA d'Afrique, le taux de croissance du PIB était soit négatif, soit nul, soit très inférieur à l'objectif.

2. Alimentation et agriculture

5. Au cours des années 1982-1984, le secteur agricole a gravement souffert de la sécheresse. Le taux de croissance de la production agricole en termes réels dans le groupe des PMA d'Afrique est tombé de 1,6 p. 100 en 1981 à 1,2 p. 100 en 1982, puis à un taux négatif de -2,2 p. 100 en 1983 et -5,2 p. 100 en 1984. Les pluies ayant été abondantes au cours de l'année 1985, on estime que la production agricole augmentera de 2,6 p. 100 en 1985 et de 4,8 p. 100 en 1986. Par rapport au taux de croissance annuel de 4 p. 100, objectif fixé par le Programme pour ce secteur, seuls le Malawi (6,3 p. 100) et le Rwanda (6,6 p. 100) ont été en mesure d'atteindre ou de dépasser ce taux de croissance en 1985.

6. C'est sur la production alimentaire que les effets de la sécheresse ont été les plus dramatiques. Le taux de croissance annuel de la production alimentaire est tombé de 5,9 p. 100 en 1980-1981 à 0,1 p. 100 en 1982-1983 et l'on estime que la régression a été plus forte encore en 1984. Le taux annuel de diminution de la production alimentaire par habitant qui était d'environ 1 p. 100 entre 1981 et 1984 a atteint 2,8 p. 100 en 1983. La production de céréales et l'élevage ont connu un accroissement de 2,5 p. 100 seulement entre 1981 et 1983, en raison du fait que les cinq principaux producteurs de céréales (Ethiopie, Malawi, Niger, Soudan et Tanzanie) ont connu une baisse importante de leur production.

3. Industries manufacturières

7. Le secteur des industries manufacturières dans les PMA d'Afrique est relativement restreint; en effet, la part du PIB qu'il représente n'est en moyenne que de 8 p. 100. Le taux de croissance du secteur des industries manufacturières dans le groupe des PMA d'Afrique a diminué de 6,6 p. 100 en 1984. Depuis 1981, seuls le Botswana, la Gambie, le Malawi et le Rwanda ont des taux annuels de croissance de leur production industrielle supérieurs au seuil de 9 p. 100 fixé par le Programme.

4. Alphabétisation

8. Pour qu'un pays soit inscrit sur la liste des PMA, un des trois critères de base est que le taux d'alphabétisation des adultes soit égal ou inférieur à 20 p. 100. Sur les 23 PMA d'Afrique pour lesquels des informations sont disponibles, 13 ont atteint ou dépassé ce seuil en 1980 alors que 10 sont encore en dessous du seuil des 20 p. 100. Pour les 23 PMA d'Afrique, la moyenne se situe aux alentours de 25 p. 100 (voir annexe I).

III. Exécution du nouveau Programme substantiel d'action

A. Sur le plan national

9. Depuis l'adoption du Programme en 1981, tous les PMA d'Afrique ont mis en place des structures nationales pour le suivi et le contrôle de l'exécution du Programme

ainsi que des mécanismes administratifs chargés de la coordination de l'aide extérieure. Les plans nationaux de développement et les programmes et projets d'investissement ont été définis conformément aux priorités du Programme.

10. Au total, 17 PMA d'Afrique ont organisé avec les donateurs des réunions d'évaluation sur leur pays, dans le cadre de tables rondes avec le PNUD ou de réunions du Groupe consultatif de la Banque mondiale. En général, les donateurs ont apprécié les options exprimées par les PMA dans les documents préparés pour les tables rondes ou pour les réunions du Groupe consultatif, mais les engagements n'ont pas été suivis d'effet ou ont été exprimés en termes trop généraux pour permettre un suivi. Toutefois, les PMA organisent périodiquement des tables rondes par secteur en vue de solliciter des engagements concrets sur leurs programmes et projets.

11. Les PMA d'Afrique se sont par ailleurs employés à mobiliser effectivement les ressources locales. Ils ont pris à cet effet les mesures suivantes : élargissement de l'assiette fiscale soit par un relèvement du taux d'imposition, soit par l'institution de nouveaux impôts; réduction ou suppression des subventions aux entreprises publiques et institution de réformes visant à assurer leur autonomie financière; contrôle rigoureux des dépenses publiques; réévaluation des taux d'intérêt afin d'encourager les épargnants potentiels; et mobilisation des chômeurs et de la main-d'oeuvre sous-employée pour la réalisation des projets d'équipement.

12. Pour accorder une assistance bilatérale, les donateurs exigent de plus en plus souvent que les PMA signent avec le FMI un accord portant sur un programme d'ajustements structurels. Ce programme comprend généralement une dévaluation de la monnaie, la suppression des mécanismes de contrôle des prix, la privatisation de certaines entreprises du secteur public, etc.. Ces pays ayant un besoin vital d'assistance extérieure, la plupart d'entre eux ont accepté les conditions du FMI. Cependant, l'application de ces programmes perturbe l'ordre social et le plus souvent, il s'en est suivi une plus grande déstabilisation des économies des PMA.

B. Aide internationale

13. A la Conférence de Paris, en 1981, les PMA d'Afrique, au nombre de 21 à l'époque, ont présenté des programmes nationaux de développement nécessitant un financement total de 133 milliards de dollars (prix de 1980) pour la période 1981-1990. Sur ce montant, 60 p. 100, ou 81 milliards de dollars, devaient provenir de sources extérieures de financement, et le reste, soit 52 milliards de dollars, de sources nationales. Si l'on ajoute les ressources extérieures nécessaires à la réalisation des programmes de développement des cinq pays africains qui ont été inclus dans la liste des PMA en 1982, la CEA estime le financement extérieur requis à 96,5 milliards de dollars, soit des entrées annuelles d'au moins 8,6 milliards de dollars.

1. Volume de l'aide publique au développement

14. Le montant total de l'aide publique au développement (APD) fournie aux PMA d'Afrique par les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), les institutions multilatérales de financement et les pays de l'OPEP n'a pratiquement

pas augmenté depuis 1980; il s'élevait alors à 4 124 300 000 dollars; il était, en 1981, de 4 123 200 000 dollars; en 1982, de 4 231 500 000 dollars; et en 1983, de 4 122 400 000 dollars (voir annexe II). Les PMA d'Afrique sont particulièrement préoccupés par les difficultés de que connaissent actuellement les institutions multilatérales de financement pour obtenir des contributions de la part des principaux donateurs, en particulier de l'Association internationale pour le développement (AID), qui demeure le principal sujet d'incertitude. Si la septième reconstitution des ressources de l'AID n'est pas supérieure à 9 milliards de dollars, une diminution importante des engagements et ultérieurement des décaissements, est inévitable ^{3/}.

15. En 1983, le montant total des décaissements au titre de l'APD multilatérale et des ressources obtenues à des conditions non libérales par les pays africains les moins avancés est évalué à 1,6 milliard de dollars. Ce chiffre représente 80 p. 100 de l'aide publique au développement bilatérale en provenance des pays membres du CAD (dons représentant 1,9 milliard de dollars, prêts représentant 184 millions de dollars) et des ressources obtenues à des conditions non libérales, qui se sont élevées à 2 milliards de dollars au total (voir annexe III).

16. Compte tenu des besoins considérables des PMA en matière de financement, le Programme demandait aux donateurs de se fixer pour objectif le transfert de 0,15 p. 100 de leur PIB au titre de l'APD, ou au moins de doubler leur APD aux PMA pour 1985. Entre 1981 et 1984, le montant total de l'aide publique au développement en provenance des pays membres du CAD, exprimé en pourcentage du PIB des pays donateurs, est demeuré aux alentours de 0,08 p. 100. Une analyse comparative de la contribution des pays donateurs indique que jusqu'en 1984, cinq pays seulement de l'OCDE (le Danemark, 0,30 p. 100; la France, 0,16 p. 100; les Pays-Bas, 0,30 p. 100; la Norvège, 0,31 p. 100; et la Suède, 0,22 p. 100) avaient atteint ou dépassé le seuil fixé par le Programme. Trois grands pays industrialisés membres du CAD (le Japon, 0,07 p. 100, les Etats-Unis d'Amérique, 0,04 p. 100; et le Royaume-Uni, 0,09 p. 100) fournissaient une contribution particulièrement faible. L'aide publique au développement des pays de l'OPEP, exprimée en pourcentage de leur PIB, est estimée à 0,25 p. 100 en 1983 (voir annexe IV).

2. Modalités de l'aide

17. La part des dons dans les engagements au titre de l'aide publique au développement des PMA a atteint 100 p. 100 en 1982/83 dans deux pays membre du CAD (l'Australie et la Nouvelle-Zélande). A l'exception du Japon et de l'Autriche, la majorité des pays du CAD ont accordé leur aide aux PMA essentiellement sous forme de dons. Les conditions des prêts accordés aux PMA au titre de l'APD (taux d'intérêt, durée et période de franchise) deviennent de plus en plus souples. Toutefois, un certain nombre de donateurs continuent de lier l'aide à l'achat de matériel dans leur pays. L'assistance financière fournie à des conditions libérales par les pays de l'OPEP continue de n'être liée à aucune obligation d'achat; cependant, la part

^{3/} OCDE, Coopération pour le développement, examen 1984.

de l'aide liée dans les programmes d'aide bilatérale des pays membres du CAD est passée de 42 à 64 p. 100 entre 1980 et 1982.

3. Allègement de la charge de la dette

18. Le montant total de l'endettement extérieur des PMA d'Afrique s'élève à 30,9 milliards de dollars et le service de la dette est estimé à 25 p. 100 au milieu de l'année 84. La plupart de ces dettes sont la conséquence de l'accroissement de la part des prêts accordés au titre de l'APD dans les prêts consentis aux PMA à des conditions libérales - plus de 40 p. 100 en 1983. Les pays du CAD ont adopté différentes mesures en vue d'alléger la charge de la dette des PMA d'Afrique. A l'exception du Cap-Vert, de la Guinée équatoriale, et de Sao Tomé-et-Principe, tous les PMA d'Afrique ont bénéficié de mesures visant à alléger leur dette, dans le cadre de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED (voir annexes V, VI et VII).

IV. Examen global à mi-parcours de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action

19. Le nouveau Programme substantiel d'action, dans son paragraphe 119, réaffirmé par la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1981, demande au Groupe intergouvernemental sur les PMA de la CNUCED d'entreprendre un examen global des progrès réalisés dans l'exécution du Programme en 1985. La réunion, qui s'est tenue sous les auspices de la CNUCED, à Genève, du 30 septembre au 12 octobre 1985 a pris note des résultats enregistrés dans l'exécution du Programme depuis 1981, et a recommandé des mesures visant à réaliser les objectifs du Programme d'ici à la fin des années 80. Dans l'examen global à mi-parcours de l'exécution du Programme, l'accent est mis sur les domaines prioritaires suivants : flux et utilisation efficace de l'aide publique au développement (APD), mesures d'allègement de la dette et stabilisation des exportations. Des efforts accrus sont instamment demandés de la part des PMA et des pays donateurs 4/.

20. En ce qui concerne les transferts au titre de l'APD, les participants ont réaffirmé que le niveau minimum d'assistance requis de la part des donateurs se situait à 0,15 p. 100 de leur PNB, si l'on voulait atteindre l'objectif de taux de croissance du PIB fixé par le Programme à 7,2 p. 100. Les participants ont alors instamment invité les pays donateurs qui ne l'avaient pas encore fait à augmenter leur assistance bilatérale aux PMA au niveau préconisé par le Programme.

21. Tout en réaffirmant l'extrême importance de l'assistance multilatérale, particulièrement le rôle des ressources de l'AID dans les programmes d'ajustement structurel des PMA, les participants ont regretté que les contributions à la septième

4/ Rapport du Groupe intergouvernemental sur les pays les moins avancés à sa sixième session, Genève, 30 septembre - 12 octobre 1985, document TD/B/1078-TD/B/AC.17/28.

reconstitution de ressources de l'AID aient été aussi faibles et ont réitéré l'appel lancé par le Comité du développement des Nations Unies à sa vingt-septième réunion, souhaitant que la huitième reconstitution de ressources, qui doit être réalisée en 1986, soit suffisante.

22. En ce qui concerne les dettes des PMA, l'examen global à mi-parcours de l'application du Programme a reconnu que les obligations des PMA au titre du service de la dette s'étaient accrues au cours des dernières années. Les participants ont donc demandé aux créanciers de prêts sur fonds publics ou de prêts garantis par le secteur public, de tenir compte, dans leurs programmes de rééchelonnement, des mesures d'ajustement adoptées par les PMA en vue de restaurer leur capacité de remboursement de la dette et d'assurer une croissance à long terme.

23. L'examen global à mi-parcours, après avoir évalué les résultats du commerce extérieur des PMA, notamment l'augmentation des revenus de leurs exportations, a demandé à la communauté internationale, dans le cadre des mesures commerciales préconisées par le Programme, d'ouvrir davantage ses marchés aux produits d'exportation des PMA. En particulier, il est demandé au FMI de trouver les moyens d'accorder une attention spéciale aux PMA dans le cadre de son mécanisme de financement compensatoire. Il est enfin demandé à la communauté internationale de poursuivre son action en vue de faciliter le commerce des PMA en réduisant ou en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires sur les exportations des PMA.

V. Mesures à adopter pour réaliser les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action

24. Avant l'examen global à mi-parcours, les ministres des PMA d'Afrique ont rédigé un mémorandum^{5/} préconisant les mesures à adopter pour accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans la région africaine. L'examen global à mi-parcours a dûment pris connaissance du mémorandum lors de ses discussions ainsi que dans ses conclusions et recommandations.

25. Les PMA d'Afrique sont instamment invités à appliquer les mesures préconisées, à savoir : la restauration et la reconstruction des secteurs productifs de base, en particulier les secteurs alimentaire, agricole et industriel; la modernisation des infrastructures de transports et de communications existantes; et la mise en valeur des ressources humaines.

26. L'effort minimal d'assistance internationale que devraient consentir les donateurs porte sur : le financement de l'aide d'urgence et des coûts entraînés par l'organisation des opérations de secours dans les PMA d'Afrique touchés par

^{5/} Nations Unies, CEA, "Mémorandum de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés sur l'examen global à mi-parcours de l'application du nouveau Programme substantiel d'action en Afrique", adopté à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 23 au 25 avril 1985.

des crises alimentaires et autres; la conversion de tous les prêts accordés au titre de l'APD en dons, sans discrimination entre les pays; un rééchelonnement important sur plusieurs années des dettes privées et la suspension du paiement des intérêts pendant la période de mise en oeuvre du programme; une participation plus importante des PMA d'Afrique aux mécanismes existants de financement compensatoire, notamment pour les déficits du commerce extérieur.

27. L'ensemble de ces mesures constitue le programme minimum devant permettre aux PMA d'Afrique d'atteindre les objectifs du Programme, et la communauté internationale devrait être en mesure de répondre suffisamment aux besoins d'assistance de ces pays. Toutefois, s'il convient de prendre des mesures pour réaliser ce programme minimum, les donateurs aussi bien que les PMA d'Afrique ne doivent pas perdre de vue l'objectif à long terme du Programme, qui est de transformer les structures des économies des PMA pour qu'ils parviennent à une croissance et à un développement autosuffisants.

ANNEXE I

Indicateurs relatifs à l'enseignement dans les PMA d'Afrique^{a/}

Pays ^{b/}	Population en 1981 (millions)	PNB par habitant en dollars E.M.	Taux brut d'inscrip- tions dans l'enseigne- ment pri- maire (1980)(%) ^{c/}	Taux d'ins- criptions du groupe d'âge 6-11 ans (%) ^{d/}	Taux d'al- phabétisa- tion des adultes
Burkina Faso	6,3	240	1	13	5
Niger	5,7	330	25	20	10
Burundi	4,2	230	27	18	25
Mali	6,9	190	29	20	10
Guinée	5,6	300	36	28	20
Tchad	4,5	110	37	23	15
Ethiopie	32,0	140	39	25	15
Sierra Leone	3,6	320	40	35	15
Somalie	4,4	280	43	23	60
Gambie	...	260	43	33	...
Soudan	19,2	380	53	40	32
Malawi	6,2	200	61	40	25
Bénin	3,6	320	61	50	23
Ouganda	13,0	220	61	56	25
Rwanda	5,3	250	65	62	50
République centrafricaine	2,5	320	72	50	33
Guinée équatoriale	0,3	180	86	66	...
Guinée-Bissau	0,8	190	98	62	28
Botswana	0,9	1010	102	85	35
Lesotho	1,4	540	104	67	52
République-Unie de Tanzanie	19,1	230	104	77	79
Togo	2,7	380	114	78	18
Cap-Vert	0,3	340	...	100	...

Source : OCDE, Coopération pour le développement, Examen 1984.

Notes :

^{a/} Pays classés par ordre croissant de capacité de l'enseignement primaire (taux brut d'inscriptions).

^{b/} Selon la définition proposée par l'Unesco, les pays du second groupe (dont la capacité est supérieure à 66,7 p. 100) peuvent être considérés comme se trouvant au "seuil" de l'enseignement primaire universel.

^{c/} Nombre d'inscriptions dans les écoles primaires rapporté au nombre total d'enfants du groupe d'âge correspondant.

^{d/} Nombre d'enfants de 6 à 11 ans scolarisés rapporté au nombre total d'enfants du groupe d'âge correspondant.

ANNEXE II

Apport nets de l'Aide publique au développement, en provenance
des pays du CAD, des agences multilatérales et des pays
de l'OPEP aux PMA d'Afrique (1980-1983)
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Pays/année	1980	1981	1982	1983
1. Bénin	90,4	81,6	80,2	86,9
2. Botswana	106,1	96,9	101,5	103,6
3. Burkina Faso	212,3	216,8	212,9	180,1
4. Burundi	117,2	122,0	126,7	140,1
5. Cap Vert	64,4	50,3	54,9	55,4
6. République centrafricaine	111,0	101,6	89,7	92,9
7. Tchad	35,3	59,7	64,7	86,1
8. Comores	41,4	47,6	39,5	38,8
9. Djibouti	71,6	63,9	58,8	64,5
10. Guinée équatoriale	9,3	10,2	14,0	11,1
11. Ethiopie	216,0	241,2	199,7	250,9
12. Gambie	54,4	68,2	47,6	42,2
13. Guinée	89,5	81,6	65,1	66,8
14. Guinée-Bissau	59,5	65,2	68,2	57,7
15. Lesotho	90,8	101,0	89,6	101,3
16. Malawi	143,3	137,6	121,2	116,7
17. Mali	252,1	229,5	195,2	213,7
18. Niger	170,2	201,0	251,9	167,4
19. Rwanda	155,3	153,7	150,7	148,9
20. Sao Tomé-et-Principe	3,9	6,1	9,9	11,6
21. Sierra Leone	92,9	60,9	82,2	59,0
22. Somalie	446,5	374,0	462,1	275,9
23. Soudan	620,1	680,6	739,9	929,4
24. Togo	91,0	62,9	77,2	111,1
25. Ouganda	113,6	135,8	132,8	133,3
26. République-Unie de Tanzanie	666,2	673,3	695,3	577,0
TOTAL	4124,3	4123,2	4231,5	4122,4

Source : OCDE, Coopération pour le développement, Examen 1984.

ANNEXE III

**Recettes des PMA d'Afrique au titre de l'Aide publique au
développement et de ressources non libérales en 1983 :**

Versements nets de toutes provenances

(en millions de dollars)

	Aide publique au développement			Apports non libéraux				Total	
	Apports bilatéraux			Apports Multi- latéraux	Total	Apports du CAD	Apports Multi- latéraux	Total	net des recettes
	Dons du CAD	Prêts du CAD	Total OPEP						
Bénin	33	8	3	43	87	39	0	39	126
Botswana	76	-1	3	21	104	4	18	22	126
Burkina Faso	102	22	1	55	180	15	3	18	198
Burundi	59	10	7	64	140	30	10	40	180
Cap-Vert	41	0	0	14	55	0	4	4	59
République centrafri- caine	51	14	0	26	93	6	1	7	100
Tchad	41	1	0	44	86	-6	-	-6	30
Comores	14	1	6	17	38	-1	0	-1	37
Djibouti	37	4	11	13	65	3	-	3	68
Guinée équa- toriale	4	-	-	7	11	-2	1	-1	10
Ethiopie	79	-4	0	176	251	15	-1	14	265
Gambie	22	-1	1	20	42	-5	3	-2	40
Guinée	13	12	-1	42	66	-30	0	-30	36
Guinée- Bissau	25	0	6	26	57	-4	4	0	57
Lesotho	58	0	3	40	101	0	2	2	103
Malawi	56	0	-	61	117	-32	2	-30	87
Mali	89	6	33	86	214	16	1	17	231
Niger	94	5	18	50	167	-24	8	-16	151
Rwanda	92	2	2	53	149	0	1	1	150
Sao Tomé-et- Principe	3	-	-	8	11	-	-	-	11
Sierra Leone	21	7	0	30	58	10	-1	9	67
Somalie	80	21	23	152	276	27	-5	22	298
Soudan	364	47	352	166	929	38	-13	25	954
République Unie de Tanzanie	368	41	18	150	577	-37	17	-20	557
Togo	35	13	3	60	111	-73	-1	-74	37
Ouganda	67	-25	2	69	133	-4	9	5	138
TOTAL	1936	184	496	1517	4133	-15	64	49	41/82

Source : OCDE, Coopération pour le développement, Examen 1984.

ANNEXE IV

**Tableau comparatif de l'Aide publique au développement
des pays donateurs rapportée à l'objectif
du nouveau Programme substantiel d'action^{a/}
(1981-1984)**

	Pourcentage du PNB			
	1981	1982	1983	1984
Australie	0,05	0,10	0,08	0,07
Autriche	0,04	0,04	0,03	(0,05)
Belgique	0,16	0,15	0,15	(0,14)
Canada	0,11	0,12	0,13	0,13
Danemark	0,25	0,28	0,29	0,30
Finlande	0,09	0,08	0,11	0,13
France	0,12	0,12	0,13	0,16
République fédérale d'Allemagne	0,12	0,12	0,13	0,12
Italie	0,06	0,07	0,08	(0,12)
Japon	0,05	0,05	0,06	(0,07)
Nouvelle-Zélande	0,03	0,03	0,03	(0,03)
Pays-Bas	0,29	0,29	0,25	0,30
Norvège	0,28	0,36	0,37	0,31
Suède	0,26	0,31	0,26	0,22
Suisse	0,09	0,08	0,11	0,10
Royaume-Uni	0,11	0,11	0,10	0,09
Etats-Unis d'Amérique	0,03	0,05	0,04	0,04
Total pays du CAD	0,08	0,08	0,08	0,08
Algérie	0,08	0,07	0,04	..
Iran	0,00	0,00	0,00	..
Irak	0,07	0,06	0,04	..
Koweït	0,71	0,83	0,97	..
Jamahiriya arabe libyenne	0,22	0,10	0,18	..
Nigéria	0,12	0,03	0,02	..
Qatar	0,41	0,29	0,22	..
Arabie saoudite	0,31	0,59	0,71	..
Emirats arabes unis	0,28	0,41	0,20	..
Venezuela	0,04	0,04	0,05	..
Total pays de l'OPEP	0,19	0,25	0,25	..

Source : Secrétariat de la CNUCED.

Note : a/ Objectif fixé dans le nouveau Programme substantiel
d'action : Aide publique au développement des PMA représentant
0,15 p. 100 du PNB des donateurs ou doublement de l'aide pour 1985.

ANNEXE V

Encours des dettes et des obligations de 22 PMA d'Afrique à la fin de décembre 1984
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Pays de l'OCDE et marchés financiers										Autres prêteurs	Dettes totales	Autres obligations	Utilisation de crédits futurs
	APD		Prêts commerciaux non bancaires		Prêts bancaires garantis		Autres prêts bancaires		Autres prêts privés					
	Total	Long terme	Total	Long terme	Total	Long terme	Total	Long terme	Total	Long terme				
Benin	49	88	36	137	149	103	-	177	23	41	644	-	-	-
Botswana	45	108	105	18	18	13	1	48	118	24	380	-	-	-
Burkina Faso	54	84	41	31	7	25	-	237	20	41	454	23	-	-
Burundi	32	13	5	23	8	19	-	185	24	72	358	15	-	-
Tchad	5	22	21	5	-2	4	-	72	-	17	118	-	4	-
Djibouti	18	22	17	52	8	34	-	25	-	24	146	-	-	-
Guinée	-	36	36	16	3	10	-	8	5	40	109	-	8	-
équatoriale	199	127	117	47	158	-	7	438	36	528	1586	33	75	-
Ethiopie	15	18	15	59	2	21	1	70	10	41	222	-	27	-
Gambie	138	132	177	70	40	20	-	187	60	895	1252	-	11	-
Guinée-Bissau	6	4	3	17	5	5	-	62	7	64	184	-	4	-
Lesotho	3	6	5	5	2	5	-	104	10	10	140	1	-	-
Malawi	117	64	51	131	13	101	-	365	92	6	788	6	114	-
Mali	118	59	38	41	3	4	-	347	4	529	1100	-	64	-
Niger	85	183	149	252	83	152	-	197	45	81	886	70	45	-
Rwanda	23	32	3	9	2	1	-	188	2	33	290	15	-	-
Seo Tome-et-Principe	-	0	0	6	5	4	-	-	18	2	31	-	-	-
Sierra Leone	123	126	125	190	14	41	-	108	16	38	813	-	75	-
Somalie	229	197	192	93	1	149	-	298	135	557	1512	-	103	-
Republique-Unie de Tanzanie	382	357	257	139	104	79	5	727	270	888	2883	-	-	-
Togo	150	296	250	122	32	-	-	197	40	14	851	13	50	-
Ouganda	30	111	104	48	25	30	3	272	62	185	737	-	318	-
Total	1817	2025	1742	1508	858	820	17	5775	2978	3928	15244	178	899	-

Source : Secrétariat de la ONUCED.

ANNEXE VI

Annulations de dettes en faveur des PMA d'Afrique^{a/}
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	Australie	Canada	Danemark	Finlande	France	Republique federale d'Allemagne	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Suede	Suisse	Royaume-Uni	Total
Benin	1.1	5.7	14.1				0.8							45.1
Botswana	34.0	2.7				33.7					6.1		42.8	119.4
Burkina Faso	0.9	3.5	17.9			92.8				7.5				122.5
Burundi			0.3			30.1								30.4
Cap-Vert														-
Republique centrafricaine					2.4	13.3								15.7
Tchad		1.8	14.6			6.1								22.5
Comores			5.5											5.5
Djibouti			12.3											12.3
Guinee equatoriale														-
Ethiopie				1.8				x			10.9			22.5
Gambie						10.9							11.0	21.9
Guinee					2.7	23.6	6.4							32.7
Guinee-Bissau										7.7				7.7
Lesotho						12.0								12.0
Malawi	38.8	15.8				49.1		x		4.8			0.6	170.8
Mali	1.9				11.5	93.8	1.5						64.3	108.7
Niger	37.7				6.1	98.0								141.8
Rwanda						56.2		x	0.3					56.5
Sao Tome-et- Principe														0
Sierra Leone						(48.4)				3.2			18.2	69.8
Somalie						56.8	28.7							85.5
Soudan		7.6				237.0	7.4	x		16.8	10.2		20.4	298.5
Togo					4.5	101.0								105.5
Ouganda	2.2	7.3				28.8		x		3.8			25.2	64.0
Republique-Unie de Tanzanie	37.3	31.4	26.5			188.5	12.2	x		53.3	50.7		5.3	405.6
TOTAL	165.0	151.6	28.3	81.8	1198.4	58.8	0.3		97.0	77.9			187.8	1978.4

Source : Secretariat de la CNUCED

Note : "x" indique les annulations de dettes accordees par les pays creditaires en faveur des pays debiteurs mais dont les montants n'ont pas ete affectes par les pays debiteurs.

a/

y compris les paiements d'interet.

ANNEXE VII

Montant nominal des autres mesures prises en vue d'alléger la dette des PMA d'Afrique au titre de l'APD
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	Belgique		Canada		France		Republique Federale d'Allemagne		Pays-Bas		Suede		Royaume-Uni		Etats-Unis d'Amerique		Total
	A	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	C	
Benin			x		1.0		x										1.0
Botswana			x				x										2.3
Burkina Faso			x		4.3		x		2.2		1.2		1.1				6.5
Burundi					0.1		x										0.1
Cap-Vert							x										-
Republique Centrafricaine					0.6		x										0.6
Tchad					6.1		x										6.1
Comores					1.4												1.4
Djibouti					3.1												3.1
Guinee equatoriale																	-
Ethiopie											2.0						2.0
Gambie							x										x
Guinee					0.3		x										27.3
Guinee-Bissau							x		0.1					27.0			0.1
Lesotho																	0.2
Malawi			x				x										4.3
Mali			x		5.0		x		0.4				0.2				5.0
Niger			x		2.0		x						1.5	2.4			2.0
Rwanda							x										x
Sao Tome-et-Principe																	-
Sierra Leone							x						4.0		10.1		14.1
Somalie							x								78.2		78.2
Soudan							x				1.8		6.8		175.0		183.5
Togo					1.0		x										1.0
Ouganda			x				x		0.6				3.7				4.3
Republique-Unie de Tanzanie	0.2		x				x		12.3		8.5		1.9		25.0		48.9
TOTAL	0.2				24.9				21.5		14.5		13.2		317.7		392.0

Source : Secretariat de la ONUCED.

Note : "x" indique qu'une action a été entreprise par le pays créditeur en faveur du pays débiteur mais que des fonds n'ont pas été affectés par le débiteur.

A : Annulation du paiement des intérêts.

B : Refinancement de l'intérêt de la dette.

C : Autorisation de payer le montant de la dette en monnaie locale.